

**Nations unies - Yémen -
Intervention du représentant
permanent de la France auprès des
Nations unies, au Conseil de sécurité**
(New York, 17 avril 2018)

Monsieur le Président,

Je tiens tout d'abord à remercier Martin Griffiths pour cet exposé très précis et éclairant, et pour son évaluation initiale des démarches nécessaires à la relance des négociations politiques dans le contexte difficile que nous connaissons. Je voudrais assurer l'Envoyé spécial du Secrétaire général du plein soutien et de toute la confiance de la France. Je remercie également Mark Lowcock pour son exposé, qui montre combien la situation reste préoccupante au Yémen, et pour ses efforts.

J'insisterai aujourd'hui sur trois points : l'intensité croissante du conflit yéménite et l'impact régional de la crise ; la dégradation continue de la situation humanitaire ; et la nécessité de relancer le processus politique.

Monsieur le Président,

1/ Nous avons tous à l'esprit la gravité de la situation au Yémen. La France ne cesse d'appeler les parties à reprendre le chemin des négociations sous l'égide de l'ONU, sans préconditions, parce que comme nous le savons tous il n'y a pas de solution militaire au conflit. Nous insistons également sur l'urgence de faire taire les armes.

Dans ce contexte, les nouveaux tirs de missiles contre l'Arabie saoudite sont inacceptables et doivent cesser. Outre la gravité de ces tirs indiscriminés et leurs conséquences sur la sécurité et la stabilité régionales, ils éloignent la perspective d'une issue politique au Yémen. Nous avons à plusieurs reprises fait part de notre préoccupation face aux tirs de missiles balistiques houthis sur l'Arabie et la Mer Rouge et les avons fermement condamnés. Nous appelons les parties à l'apaisement, dans un contexte régional extrêmement tendu. Soyons bien conscients aussi que la poursuite du conflit ne profite qu'aux groupes terroristes, qui se nourrissent du chaos pour se renforcer et étendre leur présence. C'est un élément important et qui doit nous unir.

Monsieur le Président,

2/ Les premières victimes de ce conflit sont les civils, dans un contexte où la situation humanitaire continue de se dégrader. Cette crise humanitaire compte parmi les plus graves au monde.

Nous avons salué à plusieurs reprises l'annonce du plan humanitaire de la coalition, qui est une étape positive et encourageante. Nous nous félicitons aussi de l'adoption de la récente déclaration présidentielle du Conseil de sécurité, qui définit la feuille de route humanitaire. Enfin, la conférence des donateurs qui s'est tenue au début de ce mois à Genève a permis la mobilisation d'environ deux milliards de dollars pour le plan de réponse humanitaire de l'ONU pour cette année : il s'agit d'un très bon résultat, même si le fossé n'est pas encore totalement comblé.

Dans ce contexte, l'accès de l'aide humanitaire demeure notre principale préoccupation. Il est crucial que toutes les parties garantissent un accès rapide, sûr et sans entraves pour l'aide humanitaire et les approvisionnements commerciaux aux populations qui en ont besoin. Tous les accès portuaires et aéroportuaires, y compris les ports d'Hodeïda, de Saleef et l'aéroport de Sanaa, doivent être pleinement assurés et maintenus ouverts. Nous nous félicitons à cet égard du plan de renforcement de l'UNVIM, qui doit raccourcir le temps d'attente des navires commerciaux. Il est essentiel que les approvisionnements couvrent tous les besoins, qu'il s'agisse de nourriture, de médicaments ou d'essence. Le taux de couverture actuel est encore insuffisant en effet, notamment pour le carburant.

Une priorité de premier plan est aussi d'assurer le plein respect du droit international humanitaire pour protéger les populations civiles et les personnels humanitaires et médicaux. Les parties doivent respecter les zones et les périodes réservées à l'arrivée des approvisionnements et du personnel humanitaire et médical. Je pense notamment à l'aéroport de Sanaa.

Nous restons également préoccupés par la situation des déplacés, et spécifiquement par la vulnérabilité de plus de trois millions de femmes, exposées aux risques de violences sexuelles, ainsi que par la menace d'une nouvelle épidémie de choléra et de diphtérie dans les mois qui viennent. Les parties doivent aider l'ONU à répondre à ce danger dans les régions à risques.

La France restera pleinement mobilisée pour améliorer concrètement la situation de la population yéménite. Le Président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé qu'une conférence humanitaire sur le Yémen se tiendrait d'ici l'été à Paris pour lancer de nouvelles initiatives en faveur des populations civiles et mieux les protéger des violations du droit international humanitaire. Nous souhaitons naturellement être en contact étroit avec l'Envoyé spécial Martin Griffith mais aussi bien sûr avec Mark Lowcock et les équipes d'OCHA, ainsi que les Agences compétentes des Nations unies, pour la bonne préparation de cette conférence.

Monsieur le Président,

3/ Dans ce contexte critique, nous devons, en parallèle de notre engagement sur le volet humanitaire, rester plus que jamais mobilisés pour soutenir une nouvelle dynamique politique - seule issue durable à ce conflit. L'arrivée de Martin Griffiths donne l'opportunité à toutes les parties de se réengager sérieusement sans préconditions dans les négociations. Pour mener à bien sa mission, l'Envoyé spécial doit impérativement avoir accès à toutes les régions et pays

où il souhaite se rendre, sans qu'aucune partie n'empêche ou ne menace ses déplacements.

Dans le même esprit, nous devons continuer à transmettre aux acteurs régionaux un message clair sur la nécessité de jouer un rôle responsable et constructif au Yémen. Nous pensons que tous peuvent contribuer à une solution. Notre objectif commun doit rester de parvenir à une cessation durable des hostilités et d'encourager les parties, en soutien à la médiation des Nations unies, à renouer le dialogue en vue d'un accord politique global et inclusif, dans le respect de l'intégrité territoriale du pays.

Enfin, l'unité de ce Conseil est d'une importance essentielle et nous avons - chacun d'entre nous et collectivement - un rôle à jouer à cet égard. Le soutien fort et uni de la communauté internationale est en effet primordial pour pousser les parties à reprendre le chemin du dialogue.

Monsieur le Président,

Malgré l'ampleur des difficultés que nous connaissons, il existe aujourd'hui un alignement encourageant des planètes qui peut créer une opportunité historique de mettre un terme au conflit yéménite. Sachons créer ensemble les conditions d'une telle issue, en appui à l'Envoyé spécial, et soyez assurés de l'engagement résolu de la France en ce sens.

Je vous remercie./.